



MODIFICATION DE LA LEGITIME DÉFENSE **LES POLICIERS MUNICIPAUX EXCLUS DU TEXTE !!**

(Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé et son financement, l'efficacité et les garanties de la procédure pénale)

Le projet de loi, prévoit la reconnaissance de "l'état de nécessité" pour les policiers nationaux, gendarmes, douaniers, militaires (vigipirate) SAUF POUR LES POLICIERS MUNICIPAUX !!

Ainsi, un policier municipal qui se trouverait en présence d'un individu ayant commis ou tenté de commettre un ou plusieurs homicides (sans être sous sa menace directe et hors la légitime défense d'autrui) se trouvera donc dans la situation identique à celle qui aujourd'hui, est justement à l'origine de cette modification législative.

Est-ce cela la reconnaissance dont nous parlait, le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur, nous assurant de notre entière appartenance aux forces de l'ordre ??

Demain les policiers nationaux, les gendarmes, les douaniers, les militaires du plan Vigipirate se verront reconnaître l'état de nécessité, mais **LES POLICIERS MUNICIPAUX EN SERONT EXCLUS !!**

NOUS DEMANDONS LA MODIFICATION DU TEXTE

Un courrier a été adressé au Premier Ministre .

(à consulter sur <https://facebook.com/profile.php?id=438585672946894>)

ARMEMENT : DES MATRAQUES..... CONTRE DES ARMES A FEU !!!!!

Encore trop de policiers municipaux sont exposés quotidiennement par des maires qui fournissent aux agents des gilets pare-balle, reconnaissant ainsi la dangerosité de leurs missions, mais refusent obstinément de leur octroyer des moyens de riposte adaptés (arme à feu) pour assurer leur sécurité et celle d'autrui.

NOUS DEMANDONS L'ARMEMENT GÉNÉRALISÉ DES POLICIERS MUNICIPAUX

VOLET SOCIAL : LES "SMICARDS" DE LA SÉCURITE PUBLIQUE

Les policiers municipaux sont les "**SMICARDS DE LA SECURITE PUBLIQUE**" (**après 12 ans de carrière, salaire brut d'un gardien 1530 €**) et une retraite de misère (souvent inférieure au SMIC), encore aggravée par la loi PPCR (fin de l'avancement au minimum).

NOUS DEMANDONS L'OUVERTURE IMMÉDIATE DE NÉGOCIATIONS SUR LE VOLET SOCIAL

JE SOUTIENS L'ACTION DES POLICIERS MUNICIPAUX

Nom

Prénom

Signature

A renvoyer (exempté de timbre) à

M le Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

et à

M le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

(Adresser copie par mail à : petition.fopm@gmail.com)

F.O. Police Municipale

Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé FORCE OUVRIERE 153-155 rue de Rome 75017 PARIS

☎ 06 11 79 54 10 - 06 83 29 01 60 - ✉ PoliceMunicipale.FO@gmail.com

Retrouvez-nous sur <https://facebook.com/profile.php?id=438585672946894>